



## Convention inter-régionale

Bretagne - Poitou-Charentes - Pays-de-la-Loire

**Du Dimanche 10 mars de 10h à 17h A la Manufacture des Tabacs, 10bis bd Stalingrad à Nantes**

---

### **Notre Dame des Landes**

***Élaborer nos stratégies post commission de dialogue***

---

Pascal Durand et de nombreux élu-e-s et responsables d'Europe Écologie Les Verts, ainsi que des acteurs associatifs historiques impliqués dans cette lutte étaient présent-e-s .

Le 24 novembre dernier, au cœur des affrontements entre opposants au projet du nouvel aéroport Notre Dame des Landes et forces de l'ordre, le Premier Ministre décide de la mise en place d'une « commission du dialogue ». Sa mission est d'entendre les différents acteurs politiques, associatif et économique pro ou contre ce projet, en vue de l'élaboration d'un rapport qui sera rendu début avril au chef du gouvernement. La mise en place de cette commission du dialogue fût un signal donné d'une volonté d'apaisement des tensions, et d'instauration d'un dialogue, ouvrant une nouvelle séquence dans la lutte contre ce projet qui nous mobilise militant-es et élu-es, dans toute la France.

Cette commission du dialogue s'achèvera fin mars. Afin de construire un position collective et partagée des actions que pourrait avoir à mener notre parti à l'issue de cette commission et en fonction des suites données par le gouvernement, dans un esprit de concertation des actions du parti et des élu-es de tous niveaux, les forces régionales d'Europe Écologie les Verts de Bretagne, des Pays de la Loire, et de Poitou-Charentes se sont associées pour organiser **une journée de travail, d'analyse, de débat et de réflexion stratégique** sur la suite des

événements à Notre-Dame-des-Landes, à l'issue de la commission de dialogue.

Ce rendez-vous s'adressait à toutes et tous les adhérent-e-s et copérat-eurs-rices, particulièrement celles et ceux impliqué-e-s dans l'un des 200 comités de soutien en France, ainsi qu'à toutes et tous nos élu-es.

**Quelques mots sur ce qu'est et n'est pas cette commission de dialogue :**

Sur la question du dialogue : la commission a écouté chaque délégation séparément, elle a pu dialoguer (plus ou moins) avec elles, mais c'était dans l'intention de « titiller » (expression de Mme Brévan). Cette commission n'a pas permis de sortir des positions retranchées des uns et des autres, n'a pas instauré de dialogue entre organisations d'opinions différentes.

On pourrait relever que cette commission, a pu se trouver “coincée “ dans un dilemme entre :

- loyauté (vis-à-vis du chef du gouvernement, en tant que anciens hauts fonctionnaires, grands serviteurs de la république et vis-à-vis du cadre contraint de la mission)
- honnêteté (beaucoup d'aspects pas clairs du dossier, pb loi sur l'eau, saucissonnage des projets et des étapes... qui demanderaient une remise à plat)

Beaucoup d'autres protagonistes sont dans le même cas : les élus PS et UMP par exemple.

La commission de dialogue n'est pas sortie de son cadre :

donc plutôt loyauté que honnêteté... mais il faut rappeler que sur ce dossier, beaucoup son sorti du cadre en utilisant leurs compétences professionnelles pour dénoncer le projet de nouvel aéroport, avec un réflexe de citoyens soucieux du bien commun :

- des pilotes (à force d'entendre des mensonges sur le sujet)
- des géographes (inquiets pour l'aménagement du territoire)
- des naturalistes (destruction nature à NDL mais aussi risques pour le lac de Grand Lieu)
- des chefs d'entreprises (inquiets pour le surcroit de dépenses publiques)

**Vous trouverez ci dessous un tableau synthétisant les propositions de scénarios stratégiques élaborés**

## Convention inter-régionale sur Notre-Dame-des-Landes : élaborer nos stratégies post-commission du dialogue

La commission du dialogue doit remettre son rapport fin mars. En fonction des décisions que prendra ensuite le gouvernement, comment poursuivre les actions d'Europe Ecologie Les Verts sur ces trois piliers (avec le mouvement social, en justice, et dans les institutions) ? Quatre scénarios ont été identifiés :

Scénario :	1	2	3	4
<i>Recommandation de la commission du dialogue :</i>	« Circulez, il n'y a rien à voir », le chantier peut se poursuivre rapidement avec de vagues recommandations en matière environnementale et agricole.	Bon projet même si une ou deux études supplémentaires sont nécessaires pour l'affiner, mais pas sur des points décisifs.	Projet dont il manque des éléments importants, nécessité d'une ou plusieurs études sur des points décisifs.	Ne pas lancer les travaux tant que tous les recours juridiques ne sont pas parvenus à leur terme, y compris les recours au niveau européen.
<i>Nouveau contexte qui en découle :</i>	Le gouvernement se dépêche pour commencer le chantier le plus vite possible, en appliquant de manière volontariste les vagues recommandations pour faire passer la pilule.	Les études supplémentaires ne permettent pas de remettre en question le projet, uniquement de gagner encore un peu de temps avant le début des travaux.	Il faut obtenir que l'étude soit indépendante (par un cabinet reconnu internationalement pour être indépendant de l'Etat français).	La meilleure recommandation de la commission du dialogue que nous pourrions espérer : nécessité de faire pression sur l'Etat pour qu'il suive la recommandation (en particulier pour les recours auprès de l'Europe, qui ne sont pas suspensifs).
<i>Actions du parti en lien avec le mouvement social :</i>	1. Renforcer la mobilisation sur site, notamment la présence aux vigies citoyennes en relation avec le COPAIN. 2. Renforcer la mobilisation des comités dans toute la France, pour continuer à informer et à convaincre la population. 3. Renforcer notre visibilité : créer des fiches techniques EELV (demander un financement du national pour les imprimer en nombre ?).		<i>Idem.</i>  + expliquer au sein des comités l'intérêt de la participation d'EELV aux auditions de la commission du dialogue.	Les mobilisations sur site doivent perdurer.  + la coordination pourrait envisager une manifestation nationale à Paris ou à Strasbourg.
<i>Actions du parti en justice :</i>	1. EELV continue à être présent au sein de la commission juridique pour mener à bien les différents recours. 2. Opportunité d'une plainte au pénal par rapport à la destruction de zones humides ? Il ne faut pas perdre.	EELV continue à être présent au sein de la commission juridique pour mener à bien les différents recours.		
<i>Actions propres au parti, notamment dans les institutions :</i>	Conformément au principe de subsidiarité, le parti demande à chaque échelon d'organiser une AG pour mettre aux voix la participation des élus aux exécutifs et/ou à la majorité de l'échelon concerné dans le cadre d'un calendrier cohérent.	Acter les avancées et dénoncer les insuffisances du rapport. Harmoniser la communication au niveau national, avec des éléments de langage commun sur le fond (capitaliser les contributions à la commission du dialogue) et sur les revendications (dont l'arrêt des travaux et le retrait des forces de police). Conséquences sur les alliances avec les socialistes dans les différents exécutifs et/ou majorité ?	Acter les avancées, et revendiquer : - un débat public modernisé : des études menées par un cabinet international indépendant, et en lien avec un comité de pilotage pluraliste qui formule les questions et vérifie que les réponses sont effectivement apportées ; - le gel des travaux pendant ce débat public ; - obtenir que l'étude indépendante porte sur : la saturation de Nantes Atlantique et le Plan d'Exposition au Bruit ; ainsi que l'étude commerciale de tous les modes de transport alternatifs, notamment ferroviaires.	Communication forte pour obtenir le gel des travaux : - déclaration officielle du parti suite à la remise du rapport de la commission du dialogue ; - action symbolique nationale de tous les conseillers régionaux EELV le même jour ; - rencontre nationale entre EELV et le PS pour remettre à plat les positions au sujet de NDDL, tous les points qui ne sont pas dans l'accord des législatives, et la façon de gouverner ; - interpellation de toutes les sections et élus socialistes par l'ensemble des groupes locaux EELV.